

# L'hindouisme politique au travail

*Bernard De Backer*

**Pendant que nous avons les yeux rivés sur les soubresauts du monde arabo-musulman, l'Union indienne vit à sa manière un redéploiement de ses tensions identitaires face à l'islam, à l'héritage colonial et à la partition de 1947. Si l'évènement qui provoqua une cristallisation majeure de l'hindouisme politique date d'il y a plus de vingt ans, la victoire électorale en mai 2014 du parti nationaliste hindou — le Bharatiya Janata Party — lui fournit de nouveaux leviers d'action. Bref survol des chemins tortueux qui oscillent entre British Raj, Ramraj et Swaraj, le régime britannique, le règne du Dieu Rama et le gouvernement par soi-même.**

L'Union indienne (« Bharat Ganarajyā »)<sup>1</sup> sera bientôt le pays le plus peuplé du monde, les démographes nous l'assurent. Et elle le restera pendant longtemps, les dynamiques démographiques ayant une puissance d'inertie considérable. Cette perspective est contemporaine d'un glissement politique également de taille, entamé symboliquement en 1992 par la bataille autour de la mosquée de Babur, située à Ayodhya<sup>2</sup> dans le nord

de l'Inde. Il s'incarne dans la déroute du parti du Congrès, de son projet politique « séculariste » et socialiste, cher à Nehru, et dans la montée en puissance du nationalisme hindou incarné par le Bharatiya Janata Party (BJP, « Parti du peuple indien »). Le BJP est arrivé au pouvoir pour la première fois au niveau fédéral en 1998 avec 182 sièges sur 545 à la Chambre basse, la seconde fois en 1999 (élections anticipées) avec le même nombre de sièges, et la troisième fois en 2014 avec 282 sièges, soit cent de plus qu'en 1998. Il ne dispose cependant que de 48 sièges sur 245 à la Chambre haute ou « Conseil des États ». D'où l'importance des élections régionales — les États désignant

<sup>1</sup> Le terme Bharata est le nom sanscrit de l'Inde et signifie étymologiquement « ce qui doit être maintenu », c'est-à-dire le feu sacré (*agni*). Le *Mahabharata* (ou « Grand Bharata ») est une des épopées majeures et la plus ancienne de l'Inde. On retrouve ce signifiant dans les noms successifs du parti nationaliste hindou, Bharatiya Jana Sangh (BJS) et Bharatiya Janata Party (BJP), alors que le nom de l'autre grand parti indien, le Congrès, est d'origine occidentale et religieusement neutre. Il a été fondé en 1885 par des Britanniques membres de la Société théosophique, menés par le botaniste Hume. Le Bengalais Bonnerjee fut son premier président.

<sup>2</sup> Ayodhya, où serait né le dieu Rama, est un des lieux les plus sacrés de l'Inde pour les hindouistes. Une mosquée, qui porte son nom, y avait été construite en 1572

par l'empereur moghol Babur après la destruction d'un temple hindou. La mosquée fut à son tour détruite en 1992, lors d'une émeute qui aurait rassemblé près de cent-cinquante-mille personnes. La « bataille d'Ayodhya » symbolise dès lors une revanche de l'hindouisme.

les membres du Conseil — surtout au Bihar en ce début novembre 2015. Le BJP revendique plus de 100 millions d'adhérents, ce qui en ferait le parti le plus important au monde, avant le Parti communiste chinois.

### Signes, filiations et fondements

La superposition sans équivoque de l'identité hindouiste du parti au lotus couleur safran et de son nom officiel de Parti du peuple indien livre un message clair : la seule religion ou culture légitime des habitants du sous-continent est ce que nous nommons l'hindouisme, *Sanatana Dharma* ou « Loi éternelle » en sanskrit. Les citoyens indiens adeptes des religions « importées » (surtout l'islam et le christianisme ; les bouddhisme, jainisme et sikhisme étant considérés comme des religions de souche indienne) sont invités à faire allégeance à l'hindouté (*Hindutva*) comme culture et mode de vie dominant, sans pour autant devoir renoncer à leur religion, même s'ils y sont parfois invités. Ce qui signifie que pour le BJP, actuellement au pouvoir pour la troisième fois, le socle de l'identité indienne est constitué par l'hindouisme, son fondement sacré, sa culture, son mode de vie et ses valeurs.

Il s'agit d'un glissement culturalo-religieux d'une importance considérable, l'égalité des religions devant l'État, incarnée par le « sécularisme » de Nehru, Premier ministre de l'indépendance (1947) jusqu'à sa mort (1964), étant rejetée. De nombreux signes, événements et actes politiques en témoignent : création d'un ministère du Yoga, que-elles au sujet de la présence d'abattoirs pour vaches, transformation du musée consacré à Nehru avec la mise à l'écart du père fondateur de l'Inde, appel au « retour » des chrétiens et musulmans indiens vers la « Loi éternelle », honneurs rendus à la petite armée indépendantiste qui tenta d'envahir l'Inde britannique avec l'aide des Japonais durant la Se-

conde Guerre mondiale, centrage de la campagne électorale régionale au Bihar sur des thèmes religieux, etc. En réaction, une quarantaine d'écrivains indiens, soutenus notamment par Salman Rushdie (d'origine musulmane) ont renvoyé ces derniers mois les prix qui leur avaient été attribués par la Sahitya Akademi (l'Académie nationale des lettres) pour protester contre la montée du nationalisme hindou, la mise en péril de la liberté de parole et d'autres droits « séculiers ».

Ce qui nous semble plus important à analyser, au-delà des remous politiques parfois folkloriques (du moins à nos yeux d'Occidentaux) et des violences religieuses dont l'Inde est coutumière, c'est la genèse et le développement du BJP, ainsi que ses assises idéologiques profondes. Le BJP trouve en effet son origine organisationnelle dans un autre parti au nom très proche, le Bharatiya Jana Sangh (BJS), fondé trois ans après l'indépendance de l'Inde, en 1951, pour contrer l'influence du Parti du Congrès. Le BJS était par ailleurs le bras politique d'un mouvement nationaliste hindou paramilitaire qui lui est antérieur, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, « Corps des volontaires nationaux ») dont l'un des anciens membres, Nathuram Godse, fut l'assassin de Gandhi en 1948. Le RSS sera plus tard à l'origine des événements d'Ayodhya — organisés pour contrer les recommandations de la commission Mandal<sup>3</sup> débouchant sur des quotas réservés aux basses castes — avec la destruction de la mosquée de Babur. Il est donc nécessaire de reconstituer le contexte colonial et postcolonial, la filiation organisationnelle et la chaîne des représentations idéologiques et symboliques entre le RSS, le BJS le

3|Le rapport Mandal avait déjà été déposé en 1980, mais sa mise en œuvre fut « gelée » par les gouvernements successifs, de peur de déplaire à une partie de leur électorat. Il prévoyait un quota de 27 % d'emplois publics pour les « Other Backward Classes » (OBC), soit des basses castes « supérieures » aux Intouchables (*Dalits*).

BJP pour mieux comprendre la signification de ce qui est en jeu. Et puis de faire le lien avec des glissements semblables dans d'autres pays du monde. Car la question qui nous intéresse est aussi là.

### Naissance de l'hindouisme politique

La naissance au XIX<sup>e</sup> siècle d'un modèle nationaliste hindou est, comme dans d'autres territoires coloniaux, le fruit hybride de la confrontation avec la modernité européenne dans deux dimensions principales : la colonisation économico-militaro-politique et le prosélytisme chrétien. Une partie de l'intelligentsia hindoue entreprend un programme de réformes que Christophe Jaffrelot (1993) qualifie de « syncrétisme stratégique », un usage de la tradition hindoue pour favoriser la modernisation de la société et la résistance au colonialisme. Le mot « hindou » lui-même — qui provient du nom persan « Sindhou » donné à la région aujourd'hui pakistanaise du Sindh traversée par un fleuve portant le même nom — n'était pas utilisé par la population qu'il nommait. Ce sont les conquérants musulmans qui utiliseront ce nom, repris ensuite par les Britanniques pour désigner plus spécifiquement une religion (terme inconnu des langues indiennes). La distinction entre « Indiens » et « Hindous » s'est donc faite de l'extérieur, de surcroît à partir du nom d'un fleuve dans une langue étrangère.

La réappropriation de l'identité religieuse hindoue date du XIX<sup>e</sup> siècle, d'abord au sein des élites urbaines avant d'atteindre les campagnes. Rappelons par ailleurs que, outre les communautés musulmanes et chrétiennes, une part importante des habitants du sous-continent est exclue de l'hindouisme : les Intouchables (*Dalits*) et les populations autochtones (*Adivasis*). L'extraordinaire variété des cultes relevant de l'hindouisme (en fonction des castes, des régions, des villages, des temples, des lignées croyantes et des sectes en tout

genre) a été progressivement « organisée » par l'action de l'État (d'abord britannique, puis indien après 1947) au XX<sup>e</sup> siècle, avec l'orthodoxie brahmanique comme modèle. Phénomène qui, après les villes, a aussi touché les villages et les basses castes désirant s'élever. Un anthropologue indien, Mysore Narasimhachar Srinivas, a utilisé le terme de « sanskritisation » dans les années 1950 pour qualifier ce processus. Enfin, de nombreux ascètes (*sadhu*) et guides religieux (*gourou*) ont participé à la création d'un néo-hindouisme, centré sur le yoga, la méditation et autres pratiques pour « soulager les maux de la vie dans ce monde ». L'hindouisme contemporain, nettement plus unifié et individualisé que par le passé, est le fruit de ces transformations.

Celui qui est souvent considéré comme le « père du nationalisme indien » à connotation hindoue est Bal Gangadhar Tilak (1856-1920), un brahmane du Maharashtra qui s'opposa à toute influence occidentale. Tilak marqua dans un premier temps le Congrès national indien, dont il fut membre, avant que ce dernier ne prenne ses distances, notamment sur la question de la violence (dont Tilak était partisan) et celle de la collaboration entre hindous et musulmans contre le colonisateur britannique. Après l'indépendance, le nationalisme hindou fut marginalisé au profit du nationalisme indien séculier, sous l'influence du pacifisme de Gandhi et du sécularisme occidentalisant de Nehru.

Du côté de l'hindouisme politique organisé, le RSS, qui est sa matrice et son fer de lance, a été fondé en 1925<sup>4</sup> par Keshav Baliram Hedgewar (1889-1940) ou *Doctorji* pour ses adeptes, un médecin et fils de prêtre brahmane

4 | Concordance significative de date et de contexte colonial avec la fondation des Frères musulmans par Hassan el-Banna en Égypte (1928), celle du Tabligh par Muhammad Ilyas (1927) ou, plus tard, du Jamaat-e-Islami par Mawdoudi (1941) dans l'Empire britannique des Indes.

qui participa au début des années 1920 au mouvement indépendantiste dans le sillage du Congrès national indien. Hedgewar prit rapidement ses distances avec le Congrès, à la suite des violences entre hindous et musulmans en 1923, et s'orienta vers des actions visant à régénérer la culture et la spiritualité hindoue face à l'occupation britannique. Le « national » devait pour lui équivaloir à « hindou », thème qui sera repris par le BJS puis le BJP un demi-siècle plus tard. Sa vision politique s'orienta durant les années 1930 vers des organisations de type paramilitaire et des pratiques musclées, sous l'influence des modèles fasciste italien et national-socialiste allemand. Madhav Sadashiv Golwalkar (1906-1973) ou *Shri Guruji*, lui succéda en 1940 comme *sarsanghchalak* (« leader suprême » spirituel et politique du RSS) et fut accusé de sympathie avec le nazisme. Certains de ses textes faisaient en effet l'éloge de la « purification culturelle » mise en œuvre par Hitler en Allemagne, montré comme exemple de ce qu'Hedgewar souhaitait réaliser en Inde avec le RSS. À la suite de l'assassinat de Gandhi par un ancien membre en 1948, le RSS fut brièvement interdit sous le règne de Nehru, puis disculpé.

Le RSS, dont Jaffrelot compare l'organisation à celle d'une secte paramilitaire, s'opposa au choix du drapeau tricolore (safran, blanc et vert, avec la roue d'Ashoka au centre)<sup>5</sup> de l'Union indienne, lui préférant la seule couleur safran qui est le symbole de l'hindouisme (aujourd'hui couleur dominante du logo du BJP, le vert coloriant les feuilles du lotus et le blanc le lettrage). Sa visée géopolitique est une « Inde indivise » ou Akhand Bharat, incluant le Pakistan,

le Népal, le Bouthan, le Bangladesh, le Sri-Lanka et la Birmanie. Enfin, il s'opposa à la Constitution indienne (1949), rédigée sous la direction de l'intouchable Ambedkar, parce qu'elle ne faisait pas référence aux « lois de Manu<sup>6</sup> ». Le leader du RSS, Golwalkar, lui fit ce reproche dans son livre *Bunch of Thoughts* : « Notre Constitution n'est qu'un patchwork encombrant et hétérogène de différents articles en provenance de différentes constitutions occidentales. Elle ne comprend absolument rien qui puisse être considéré comme nous étant vraiment propre. Y trouvons-nous une seule référence dans ces principes directeurs de ce qui est notre mission nationale et notre référence centrale dans la vie ? Non ! »

L'hindouisme politique associe dans ses diverses composantes une revisitation modernisante du monde très épars et fragmenté de l'hindouisme — comme nous l'avons vu plus haut — comportant notamment des emprunts au catholicisme ou anglicanisme (élaboration d'une structure cohérente) ou à l'islam (statut de « protégé » pour les non-hindous), avec un « retour » à l'âge d'or supposé de l'hindouisme. Comme dans les régimes politiques totalitaires de l'entre-deux-guerres en Europe (mais aussi en Chine avec les « Chemises bleues »)<sup>7</sup>, le mouvement est à la fois « individualisant » et « massifiant ». Le RSS se situe en effet en décalage avec le modèle des castes, encadrant l'individu de sa naissance à sa mort, pour

5| La symbolique en est la suivante. Tricolore à bandes horizontales safran foncé ou kesari (hindouisme), blanche (désir d'entente mutuelle) et vert foncé (islam), avec au centre la roue d'Ashoka ou chakra, inscrite en bleu marine. Le chakra rappelle la « roue de la Connaissance » (la loi du Bouddha et son enseignement).

6| Le code appelé « lois de Manu » ou Manava Dharma-śāstra est un des plus anciens textes cosmologiques et légaux hindous codifiant l'organisation de la société indienne, notamment son organisation en catégories d'humains différenciés de manière substantielle. Il est structuré en quatre parties principales : la création du monde (cosmogonie), les sources de la loi (*dharma*), le *dharma* des quatre *varnas* (« états » endogames : brahmanes, kshatriya, vaishya et shudras), la loi du karma, des renaissances et de la libération finale.

7| Sur le mouvement « fasciste » des Chemises bleues (1932-1938), je me permets de renvoyer à ma recension du livre de V. Goossaert et D. Palmer, « La question religieuse en Chine », *La Revue nouvelle*, juillet-août 2013.

promouvoir une « société d'individus », agrégés en « masses » prises en charge et encadrées par le mouvement national hindou qui s'investit dans les domaines de l'action sociale et religieuse. L'hindouisme politique apparaît dès lors comme une formation de compromis, un « mariage des contraires », entre la modernité occidentale et l'hétéronomie religieuse hindoue. Il se présente à la fois comme un produit de la modernité et comme une résistance à celle-ci.

### Le safran au gouvernement

En 1951, le RSS se dote d'une « vitrine politique » par la création du Bharatiya Jana Sangh (BJS) qui n'obtient que 3,1 % des voix aux élections de 1952. Aux élections de 1977, après la période de l'état d'urgence proclamé par Indira Gandhi (la fille de Nehru et non de Gandhi), le BJS fusionne avec deux autres partis pour former le Janata Party qui gagne largement les élections<sup>8</sup>. Mais les nationalistes hindous ne constituaient qu'une fraction du Janata et les vainqueurs n'avaient que peu de choses en commun d'un point de vue idéologique. Ils étaient en fait profondément clivés sur la question du sécularisme. Le nouveau parti du Congrès, créé par Indira Gandhi, gagne les élections de 1980. Les membres du BJS quittent le Janata Party et créent un nouvel avatar politique, le BJP (au pouvoir aujourd'hui) qui connaîtra une audience croissante après les événements autour de la mosquée de Babur à Ayodhya, comprenant la destruction de la mosquée par des militants du RSS. Le mouvement nationaliste et paramilitaire est en effet toujours actif, malgré plusieurs interdictions. La montée en puissance des nationalistes hindous sera dès lors croissante jusqu'à ce jour, en dépit des fluctuations électorales. Bien que dispo-

sant de la majorité absolue à la Chambre basse, il gouverne dans une coalition nommée « Alliance démocratique nationale » avec 29 petits partis régionaux qui ne totalisent que 54 sièges au total, le BJP en ayant 282. Alors que le BJP était très minoritaire dans le Janata Party de 1977, il est aujourd'hui écrasant dans l'Alliance démocratique nationale.

Le Premier ministre actuel de l'Union indienne, Narendra Modi, est un cadre du RSS, mouvement qu'il avait rejoint enfant et n'a jamais quitté depuis. Avant d'accéder à la fonction suprême fédérale, il fut pendant quatre mandats successifs « chief minister » de l'État du Gujarat (de 2001 à 2014). Son exercice du pouvoir fut émaillé de divers incidents. Il y eut d'abord les violences communautaires en 2002 entre hindous et musulmans qui firent près de deux-mille morts selon diverses sources. L'élément déclencheur fut l'incendie d'un train transportant des pèlerins hindous revenant d'Ayodhya (lieu de la bataille de 1992) et dont les musulmans furent accusés. Narendra Modi et l'État du Gujarat ont été dénoncés pour passivité. Ces événements, qualifiés de « pogromes » par différents observateurs<sup>9</sup> et dont les musulmans furent les principales victimes, entraînent la démission de Modi. Après une campagne électorale aux relents antimusulmans, il s'assura cependant une nouvelle majorité qu'il parvint à conserver jusqu'en 2014. Sa rhétorique religieuse se modéra et il porta ses efforts dans le domaine économique (investissements publics, attractivité pour les opérateurs privés) avec un certain succès, sous le slogan du *Vibrant Gujarat* (écho au slogan *India Shining* utilisé par le BJP en 2004). Mais les effets bénéfiques ne concernèrent que les classes moyennes (composées surtout de castes supé-

8 | Pour cette période, je me réfère à C. Jafrelot (dir.), *L'Inde contemporaine*, Fayard, 2014 et à Gilles Verniers, « Les défis de la démocratie en Inde », dans *La démocratie en Asie*, Picquier, 2015.

9 | Notamment par le Indian Social Institute dans *The Gujarat pogrom : compilation of various reports*, 2002.

## Références

Rapport de la Ghaddar Alliance, *Fast Track to Troubling Times: 100 Days of Narendra Modi*, 22 septembre 2014 : <http://bit.ly/1HCUht4>

Assayag J., *L'Inde : désir de nation*, Odile Jacob, 2001

Busch C., *The Policy of the Bharatiya Janata Party, 1980 and 2008*, NPS, Monterey, 2009

Golwalkar M. S., *Bunch of Thoughts* (en ligne sur le site du RSS) : <http://bit.ly/1MkqO5P>

Jaffrelot Chr., *Les nationalistes hindous. Idéologie, implantation et mobilisation des années 1920 aux années 1990*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993

Jaffrelot Chr. (dir.), *L'Inde contemporaine*, Fayard, 2014

Insel A., *La nouvelle Turquie d'Erdogan. Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte, 2015.

Racine J.-L., *Penser l'Inde émergente : de l'altérité orientaliste au postcolonialisme*, FMSH-WP, 2014-81, septembre 2014

Saglio-Yatzimirsky M.-C., « Quelle culture pour les sociétés multiculturelles ? L'Inde et le Brésil : esquisse d'une comparaison », *Le Débat*, septembre-octobre 2015

Verniers G., « Les défis de la démocratie en Inde », dans *La démocratie en Asie*, Picquier, 2015

rieures) et sa politique fut critiquée sur ce point par l'économiste indien Amartya Sen<sup>10</sup>, prix Nobel d'économie 2013. Toujours est-il que le Gujarat fut le marchepied qui permit à Narendra Modi de se hisser au poste de Premier ministre fédéral en mai 2014.

De nombreux changements ont été opérés depuis la victoire électorale fédérale du BJP en mai 2014 et l'obtention de la majorité absolue à la Chambre basse, mais d'autres n'ont pu encore être mis en œuvre, faute de majorité à la Chambre haute. Le BJP n'y dispose en effet que de 48 sièges sur 245 (64 si l'on compte les autres partis de l'Alliance) et il cherche à en grignoter le contrôle avant la fin de son quinquennat en 2019. Ces changements sont tantôt symboliques, tantôt plus structurels. D'un point de vue symbolique et communicationnel, l'heure est nettement à la valorisation de l'*Hindutva*, une définition de la culture indienne en termes de valeurs hindoues<sup>11</sup>. Outre la couleur safran omniprésente et l'utilisation de symboles hindous (le lotus, le yoga, la vache, la lampe à huile traditionnelle...), il y a la création d'institutions ou l'accomplissement de gestes de même nature (ministère du Yoga, pèlerinage au bord du Gange, port d'une écharpe orange, végétarisme affiché, accomplissement de rituels religieux hindous en tant que Premier ministre...). Le visionnement de sa page Facebook (30 817 260 *like* au 1<sup>er</sup> novembre 2015) et de son site internet montre l'abondance des symboles

10|Jaffrelot, quant à lui, qualifia la politique de Modi au Gujarat de « populisme high-tech » pour les classes moyennes, le futur Premier ministre indien étant particulièrement féru de nouvelles technologies.

11|Son promoteur est Vinayak Damodar Savarkar (1883-1966), un activiste indépendantiste de caste brahmane ayant étudié en Angleterre et fortement influencé par Bal Gangadhar Tilak. Savarkar se déclarait athée et militait pour une identité indienne définie par un hindouisme culturel, débarrassé du système des castes. Son destin de militant nationaliste hindou occidentalisé, athée et opposé aux castes, illustre bien le « mariage des contraires » de l'hindouisme politique. Narendra Modi lui a rendu hommage au Parlement indien.

hindous. On imagine que les 172 millions de musulmans ou les 28 millions de chrétiens ont du mal à s'y reconnaître.

Mais cette affirmation culturalo-religieuse s'accompagne d'une série d'actes dont nous avons déjà fait écho en début d'article. La Ghaddar Alliance, un groupe d'académiques indiens établis aux États-Unis, a publié un rapport sur les « cent premiers jours de Narendra Modi » sur son site nommé « modi-facts » (les faits relatifs à Modi), fruit d'une compilation de diverses sources sur les politiques menées par le BJP au pouvoir<sup>12</sup>. Ce document fouillé et documenté, d'une cinquantaine de pages, liste les actes du gouvernement Modi par groupes thématiques : culture, développement, économie, environnement, femmes et minorités sexuelles, droits humains, médias, minorités religieuses, intouchables et aborigènes. Le document fait par ailleurs le lien avec la politique menée antérieurement par Narendra Modi au Gujarat (2001-2014), afin de dégager les continuités.

### Vers une « erdoganisation » de l'Inde ?

Si ces constats ne concernent que les « cent premiers jours » du BJP au pouvoir, ils comportent une série de faits inquiétants au sujet de la politique impulsée par le pouvoir nationaliste hindou. La ligne générale est, d'un côté, une politique économique et de développement qui fait la part belle aux entreprises privées, aux classes moyennes, et sacrifie l'environnement sur l'autel de la croissance. De l'autre, dans le domaine culturel, une censure larvée ou franchement ouverte est mise en place et touche notamment la production cinématographique, l'édition ou la diffusion des livres, notamment universitaires, jugés trop critiques sur l'hindouisme. Un

#### Narendra Modi, le BJP et le RSS sur le net

- site de Narendra Modi : <http://www.narendramodi.in/>
- page Facebook de Narendra Modi : <https://fr-fr.facebook.com/narendramodi/>
- page Twitter de Narendra Modi : <https://twitter.com/pmoindia>
- site du BJP : <http://www.bjp.org/>
- site du RSS : <http://www.rss.org/>

cinéaste vit ainsi le visa d'exploitation de son film sur les violences de 2002 au Gujarat refusé par le Central Board of Film Certification. Une autre production du même auteur sur des violences communautaires dans l'Uttar Pradesh (État où se situe Ayodhya), mettant en question les politiques de l'« hindouité » (*Hindutva*), fut également refusée.

Dans le domaine de l'édition, l'éditeur Orient BlackSwan annonça le retrait d'une série de livres, dont un ouvrage historique et universitaire sur les violences sexuelles et communautaires à Ahmedabad. Peu de temps auparavant, c'est Penguin India qui annonça le retrait d'un ouvrage de critique historique écrit par un historien de l'université de Chicago, *The Hindus : An Alternative History*. Depuis lors, les affaires se sont multipliées, ce qui a mené à l'action de protestation récente de quarante auteurs renvoyant leurs prix littéraires. Enfin, *last but not least*, des projets d'histoires « révisionnistes » touchent d'un côté les livres scolaires et de l'autre la prise de contrôle d'instituts de recherche et d'éducation. L'homme de ligue du BJP dans ce domaine est l'historien Yellapragada Sudershan Rao, nommé président du Indian Council of Historical Research. Avant d'occuper cette fonction, il fut membre actif d'une organisation vassale du RSS (le ABISY) dont

12 | Une version en format pdf est téléchargeable sur le site de « modifacts » (voir références). Chacun des constats est documenté par des références, le plus souvent accessibles en ligne.

l'objectif est la « réécriture de l'histoire de l'Inde d'un point de vue national », c'est-à-dire hindou. Plusieurs membres de l'ABISY ont depuis été nommés au Council of Historical Research.

De nombreuses affaires concernent également le domaine religieux, notamment les tentatives de « reconversion » à l'hindouisme des Intouchables ou d'aborigènes devenus chrétiens, voire parfois musulmans ou même bouddhistes<sup>13</sup>, principalement pour échapper au statut d'exclus que leur réserve l'hindouisme. Le paradoxe ou la mauvaise foi liés à cette question, c'est que la « conversion » vers une de ces religions monothéistes est qualifiée de « forcée » alors que la « reconversion » ne le serait pas, même si l'on sait bien que ces deux groupes n'étaient pas considérés comme hindouistes, parce que « hors castes » ou animistes. Par rapport à l'islam, qui représente 14 % de la population, c'est souvent autour de la « guerre de la vache » (animal sacré pour les hindous) que les conflits s'exacerbent dans un climat de nationalisme hindou de plus en plus intense et parfois violent. Si de nombreuses tensions sont d'origine locale et que l'on ne peut pas en rendre le gouvernement responsable (sinon par le climat qu'il a instauré), certains actes publics, encouragements en sous-main, silence coupable ou passivité policière sont bien de sa responsabilité. Les groupes extrémistes hindous semblent avoir les coudées plus franches que jamais.

Enfin, et c'est sans doute le point le plus important, la valorisation de l'hindouité et la lutte contre ce qui lui est étranger touchent aussi la liberté d'expression et les modalités d'exercice du pouvoir.

<sup>13</sup> Comme nous l'avons vu plus haut, le bouddhisme est considéré comme une religion de souche indienne. Pour une illustration narrative de la complexe intrication des castes et des affiliations religieuses, je me permets de renvoyer à mon récit de voyage au Kerala, « Malabar Blues », *La Revue nouvelle*, août 2014.

Après tout, la démocratie est un régime étranger<sup>14</sup> plus ou moins imposé par la colonisation et, ensuite, par l'influence du modèle occidental sur les élites du Congrès, parti fondé par des Anglais. Un « retour » à l'hindouité pourrait donc signifier un changement de ce mode de gouvernance qui ne lui est pas propre. Si Narendra Modi a accédé au pouvoir par la voie des urnes, il pourrait bien tenir le même propos que le président turc Recep Tayyip Erdoğan sur la démocratie, à savoir qu'elle « n'est pas un but mais un moyen », en d'autres mots : « un tramway que l'on peut quitter à l'arrêt désiré<sup>15</sup> ». Souvenons-nous de la déclaration du leader du RSS (dont Modi est toujours membre), Golwalkar, au sujet de la Constitution indienne en 1949 : « Notre Constitution n'est qu'un patchwork encombrant et hétérogène de différents articles en provenance de différentes constitutions occidentales. »

Différents indices de cette tendance — certes pas encore suffisants pour établir un recul de la démocratie indienne, mais assez convergents pour éveiller notre attention — sont perceptibles depuis 2014 (et, antérieurement, au Gujarat). L'association d'un très grand libéralisme économique à une « verticale du pouvoir » et une glorification nationaliste spiritualisante n'est pas sans éveiller quelques comparaisons. Cela d'autant que l'usage intensif que fait le Premier ministre des nouvelles technologies de la communication (que l'Inde affectionne et maîtrise bien), induit un rapport direct entre le leader et son peuple, voire un culte de

<sup>14</sup> Notons que, de manière fort instructive, le RSS considère le marxisme comme une idéologie étrangère à l'hindouité, à l'instar des religions importées que sont l'islam et le christianisme.

<sup>15</sup> Propos repris par le sociologue turc Ahmet Insel dans son livre très éclairant, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan. Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte, 2015. Pour la petite histoire, on raconte une anecdote semblable au sujet de Mao qui aurait dit que « la démocratie est une servante que l'on peut renvoyer quand on veut », cité par Jean-Marie Bouissou dans *La démocratie en Asie*, Picquier, 2015.

